

Q : *Comment atteindre les acteurs non étatiques dans le processus de paix, surtout ceux avec des idéologies ancrées dans les valeurs traditionnelles ?*

Sœur Angèle : **Ce qui encourage les acteurs de ce pays dans la promotion de la guerre, qu'ils soient étatiques ou non, c'est leur propre intérêt.** Chaque personne cherche à s'enrichir et l'Est de la RDC est devenu une importante source de richesse. Pour atteindre les acteurs non étatiques dans les processus de paix, surtout ceux avec des idéologies ancrées dans des valeurs traditionnelles, il est souhaitable de :

- Identifier tous les leaders civils et politiques impliqués et tirant profit de cette situation ;
- Identifier ceux qui manipulent l'opinion ;
- Engager un vrai dialogue entre les groupes armés, sans intervention extérieur ;
- Responsabiliser les représentants de l'Etat à la base (chefs de famille, de villages, des groupements et des chefferies) et favoriser le dialogue

Q : *Connaissant toutes les causes profondes énumérées par tous les panélistes de 1996 à nos jours, notamment la présence de groupes armés étrangers, est-il pertinent de continuer des dialogues sans issues ? N'est-il pas temps de passer à des actions pratiques, comme le retrait immédiat des troupes et la mise en œuvre des résolutions ?*

Sœur Angèle : Les dialogues sont dispersés entre les différents groupes et il n'y a pas d'échange d'ensemble. Il est selon moi temps de passer à des actions pratiques, comme listées dans la réponse précédente.

Q : *Quel mécanisme utiliser pour que ces groupes armés déposent les armes ?*

Sœur Angèle : Tous les mécanismes sont entre les mains de l'Etat et il n'y a pas d'autre mécanisme que la décision du gouvernement. Si le gouvernement prend le dessus sur les assaillants, les rebelles et les miliciens, les armes et les étrangers n'auront d'autre choix que de quitter le pays. **Il faut renforcer l'autorité de l'Etat, de ses leaders et des différents chefs.** Malheureusement, l'Etat poursuit son propre intérêt aux dépens de la population.

Q : *Croyez-vous que les décisions des acteurs politiques, comme celles de la conférence de l'assemblée des députés de l'OIF, peuvent changer la donne ?*

Mr Godefroid Marhegane : J'y crois fermement de par la détermination de la délégation parlementaire de la RDC, la diversité d'autres parlementaires et la déclaration de Mme Louise Mushikiwabo. Sa déclaration engage son Président et elle fait partie des rares dignitaires qui peuvent influencer la position de Paul Kagame. A-travers une note de félicitation adressée par EurAc et PCI, il serait possible d'exploiter ses qualités de femme leader sensible aux souffrances de son voisin la RDC et l'amener à persévérer sur la voie de la recherche de la paix.

Q : *Pensez-vous que la participation des organisations régionales est une stratégie efficace pour résoudre la crise à l'est de la RDC ?*

Mr Godefroid Marhegane : **La participation de certaines organisations régionales et même internationales est une des stratégies efficaces pour résoudre la crise et retrouver la paix, pas seulement à l'Est de la RDC mais sur toute l'étendue du pays.** La guerre de l'AFDL en 1996 a réussi car les Zaïrois en avaient marre des 32 ans de règne du Président Mobutu et aspiraient à un changement. Hélas, l'agenda des acteurs de ce changement échappait à la population et on regrette l'assassinat de Laurent Désiré Kabila. Je fais cette digression pour confirmer l'adage selon lequel **on ne peut pas réussir une guerre sans l'appui de la population.** Aujourd'hui, des milliers de jeunes de Lubero et Butembo sont spontanément mobilisés pour arrêter le M23/RDF et même les ADF. Ces jeunes réclament au gouvernement une formation militaire accélérée et des équipements pour mener à bien leur mission. Aux yeux de la communauté, les deux journalistes Magloire Paluku et Delion Kimbulumbu qui ont rejoint le M23 sont des traîtres.

Q : Peut-on envisager une approche de la sécurité du bas vers le haut ?

Mr Godefroid Marhegane : Je suis d'accord d'**envisager la sécurité du bas vers le haut** et d'informer les différentes couches de la population des textes qui régissent la coopération sous-régionale et le rôle ambigu des forces de maintien de la paix des Nations Unies. Au sein de la police et de l'armée nationale FARDC, il y a de bons nationalistes qui ne nécessitent qu'une prise en charge matérielle et morale adéquate pour protéger efficacement le pays. Il faut également mettre en place un régime de sanctions pour féliciter ceux qui excellent et punir ceux qui ont des difficultés à adhérer à la discipline. **C'est un travail de longue haleine mais qui doit commencer avec l'accompagnement des organisations partenaires.**

Q : Que pensez-vous des rapports qui accusent directement certains pays frontaliers de participer à la guerre en RDC, et des réactions insuffisantes de la communauté internationale en termes de sanctions, telles que des embargos sur l'achat d'armes pour ces pays ?

Mr Godefroid Marhegane : **C'est la convoitise des ressources naturelles de la RDC. Certains pays frontaliers entretiennent un climat de guerre et de conflits armés pour piller les ressources du pays.** Ils s'évertuent à affaiblir le leadership de la RDC pour mieux y avoir accès. D'ailleurs, ces pays voisins sont des commissionnaires de certaines multinationales comme Apple qui s'approvisionnent en minerais de la RDC. La RDC doit développer un lobby pour dénoncer les minerais de sang et **exiger des sanctions contre les pays voisins et les multinationales clairement identifiées.** C'est un travail qui est déjà en cours mais les autorités doivent maîtriser les rouages de la justice internationale pour savoir à quel bureau s'adresser. Récemment, une avocate de la CPI de nationalité congolaise a attiré l'attention des dirigeants de la RDC. A mon avis, la communauté internationale hésite à prendre des sanctions contre ces pays parce qu'ils tirent bénéfice de ce trafic.